



Avec le peuple grec, solidarité Ensemble contre l'austérité, refusons de payer la crise

Les dirigeants des grands pays de l'UE veulent imposer au peuple grec de nouvelles mesures d'austérité d'une brutalité et d'une ampleur sans précédent. Avec une arrogance inouïe, ils le menacent des pires représailles.

Le peuple grec résiste et refuse de se laisser spolier, surexploiter et d'être jeté dans la misère pour des années par les responsables mêmes de la crise. Ce sont eux qui ont « prêté » des années durant au gouvernement néolibéral grec, leur ami d'alors, le bon élève de l'Europe néolibérale.

Cette politique a conduit tout droit à la crise financière mondiale de 2008. Des milliards d'argent public ont été mobilisés pour sauver les banques, aggravant d'autant les déficits publics. Cela s'est passé dans tous les pays, mais ce sont les pays les plus « fragiles » qui ont été sommés par ces mêmes banques de réduire leur endettement public, pour « rassurer les marchés financiers » !

Le gouvernement social-libéral grec qui a succédé à la droite, a accepté ce diktat. La troïka FMI-UE-BCE conditionne des prêts à une succession de plans d'austérité qui ont plongé le pays dans la récession et le peuple dans la misère.

Face à la contestation des travailleurs, des jeunes, des artisans, des commerçants, des petites gens des villes et des

campagnes, le gouvernement a envoyé la police pour essayer de briser la résistance de ceux qui campent sur les places de villes et devant le parlement. Mais cette répression n'a fait que renforcer la résistance.

C'est tout le peuple qui dit "nous ne paierons pas vos dettes" et qui dénonce la corruption érigée en méthode de gouvernement. Ils exigent que ce soient ceux qui se sont enrichis, ceux qui ont endetté le pays, qui paient. Le peuple grec n'accepte pas les privatisations massives que la troïka veut imposer : ce qu'elle prête d'une main, elle le récupère en plus à travers des privatisations estimées à plus de 50 milliards d'€.

Les banques, les fonds d'investissement, qui se sont enrichis en prêtant à des taux dépassant les 10% refusent de payer. Mais ces mêmes banques se financent à un taux zéro auprès de la BCE : c'est du vol, du racket de grande ampleur. Les banques françaises sont les premières au niveau européen à détenir des titres de la dette de la Grèce, de l'Irlande, de l'Espagne et du Portugal (plus de 200 milliards en 2009). Sarkozy défend leurs intérêts en s'opposant à ce qu'elles soient mises à contribution !

Ce sont les profiteurs de la dette, les banques et les spéculateurs qui doivent payer : ensemble, contre le « pacte pour l'euro »

D'où vient cet endettement ?

En grande partie de l'obligation faite par les traités européens de se financer sur les marchés internationaux. C'est la contrepartie à l'euro et à l'abandon concomitant de la possibilité pour un Etat d'émettre de la monnaie. C'est la conséquence du diktat des dogmes néolibéraux qui régissent l'UE et s'imposent aux Etats de l'UE.

Pour faire payer les dettes aux peuples, les dirigeants de l'UE veulent imposer partout une baisse considérable des salaires, brader les entreprises publiques, taxer les couches populaires, les salariés et les retraités, liquider la protection sociale et le système des retraites.

C'est une véritable guerre que le Capital a déclaré au Travail. Sa feuille de route, c'est le "pacte pour l'Euro" qui fait de la baisse des salaires la priorité à la recherche de la "compétitivité" pour satisfaire les marchés financiers. C'est une course effrénée à la compétitivité qui aggrave l'exploitation, la flexibilité et la précarité et qui pousse

encore plus loin la politique du dumping social, des délocalisations pour toujours plus de profits.

Cette politique s'applique de façon brutale en Grèce, mais elle frappe aussi le Portugal, l'Irlande, et demain, elle s'appliquera partout.

Dimanche, les manifestations en Espagne ont mobilisé des dizaines de milliers de personnes dans les grandes villes. En Grèce, la grève est quasi générale et quotidienne ; deux nouveaux appels ont été lancés par les syndicats et les places sont toujours aussi pleines.

Une proportion toujours plus grande du peuple grec exige la sortie de l'euro. Cela affole les dirigeants de l'UE et de la BCE qui l'accusent de vouloir torpiller l'euro et faire éclater la zone euro. Mais c'est leur politique qui plonge ces pays et ces peuples dans le marasme sans fonds. Le peuple grec a le droit de sortir de ce carcan ; il a le droit de dire, « nous ne rembourserons pas les banques qui se sont enrichies sur notre dos ».

Les peuples de Grèce, d'Espagne, d'Irlande, du Portugal... ont besoin de la solidarité et du soutien dans leur combat qui est aussi le nôtre.

Ce combat, c'est contre le « pacte pour l'Euro ». C'est pour que la solidarité internationale s'exprime partout, pour que la classe ouvrière, les masses populaires, les jeunes descendent partout, ensemble, contre ces politiques au service exclusif de l'oligarchie financière ;

Dans notre programme « pour un front populaire révolutionnaire maintenant, nous disons :

"Il faut dire clairement qu'une politique de rupture ne pourra pas se mener avec l'euro : il faut un gouvernement porté par le front populaire révolutionnaire pour sortir de l'euro et pour définir les bases d'une politique de coopération partagée par d'autres gouvernements progressistes"

Paris, 21 juin 2011

Parti Communiste des Ouvriers de France –
www.pcof.net – pcof@pcof.net